

# La Syrie au banc des accusés

**PROCHE-ORIENT.** Le rapport de la commission d'enquête de l'ONU met en cause des proches du président syrien Bachar el-Assad dans l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri. Un scandale qui ne sera pas sans suite politique.

**A**DAMAS COMME à Beyrouth, la publication hier du rapport de la commission de l'ONU, présidée par le juge allemand Detlev Mehlis, a fait l'effet d'une bombe puisqu'il désigne noir sur blanc la Syrie de Bachar el-Assad comme le commanditaire et l'organisateur de l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, le 14 février dernier. Et dénonce la complicité des « services » libanais aux ordres, il est vrai, des Syriens qui se conduisaient au Liban comme en pays conquis.

« Il y a des preuves convergentes montrant à la fois l'implication libanaise et syrienne dans cet acte terroriste », stipule le rapport qui pointe du doigt la responsabilité des plus hautes autorités syriennes et souligne en outre que Damas a bel et bien tenté d'entraver l'enquête de la commission des Nations unies.

« Si l'enquête doit être achevée, il est essentiel que le gouvernement syrien coopère pleinement (...) Il incombe à la Syrie de clarifier une part considérable des questions non résolues », conclut le rapport. La balle est donc dans le camp d'Assad. Plusieurs de ses proches sont ouvertement compromis ou mis en cause, même si le juge Mehlis en personne a regretté hier que leurs noms aient été publiés en dépit de la « présomption d'innocence ».

## « Bye, bye, Hariri... »

Il s'agit notamment de Maher el-Assad, le frère cadet du président syrien, qui commande la garde présidentielle, du général Assef Chawkat, son beau-frère qui dirige les renseignements militaires. Ce sont eux qui auraient pris la décision, dès septembre 2004, d'« éliminer » Hariri. « Nous allons l'envoyer en voyage. Bye, bye, Hariri... », aurait même confié il y a un an le général Hamdan, patron de la garde présidentielle libanaise, aujourd'hui en prison à Beyrouth. On connaît la suite... Le 12 octobre dernier, le général Ghazi Kanaan, ancien « proconsul » de Damas au Liban et ministre syrien de l'Intérieur, auquel le clan Assad voulait faire porter le chapeau pour mieux se protéger, était retrouvé officiellement — et opportunément — « suicidé ». Celui-là, au moins, ne parlera plus.

Ce rapport est « partial et anti-syrien », ont bien protesté dès hier les autorités de Damas sans vraiment convaincre. Mais la pression va redoubler sur le régime Assad, désormais à bout de souffle. Le rapport de

l'ONU est « profondément inquiétant », a ainsi réagi dès hier la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, en laissant entendre que les Etats-Unis n'en resteraient pas là. D'autant que le régime Assad est dans le collimateur de Washington qui l'accuse de soutenir la guérilla irakienne.

A Beyrouth, la pression politique s'accroît également pour que le président Emile Lahoud (dont le mandat avait été arbitrairement prorogé l'an dernier sur ordre express de Damas) démissionne enfin. Mais l'on redoute désormais une vague d'attentats en représaille car les services syriens ou leurs « collaborateurs » ont toujours les moyens de frapper au Liban. Plusieurs journalistes d'opposition ayant toujours dénoncé l'occupation du pays du Cèdre n'ont-ils pas été récemment pris pour cible ou victimes de tentatives d'assassinat ?

**BRUNO FANUCCHI**

■ **Le président américain**, a demandé hier, la tenue rapide d'une session spéciale du Conseil de sécurité de l'Onu à la suite du rapport d'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais. George W. Bush a jugé le rapport « profondément perturbant ».

## Le 14 février, l'explosion fait vingt et un morts à Beyrouth

L'ASSASSINAT de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, le 14 février à Beyrouth, avait nécessité — à l'évidence — des mois de préparation et une logistique dont seul un Etat et ses différents services peuvent être capables. Sa voiture blindée fut littéralement pulvérisée par la déflagration d'une charge de plus d'une tonne d'explosif.

Le bilan fut terrible : vingt et un morts et plus de cent cinquante blessés ! Selon le rapport d'enquête de la commission Mehlis (qui s'est mise au travail le 14 juin), la camionnette Mitsubishi qui

explosa lors du passage du convoi de Rafic Hariri près de la place des Martyrs, en plein centre de la capitale, avait passé la frontière libanaise le 21 janvier précédent, conduite par un colonel syrien.

Mais cet assassinat allait provoquer un « sursaut d'indépendance » des Libanais. Le 14 mars, un mois après, ils étaient plus d'un million à descendre dans la rue pour réclamer la fin de l'« occupation syrienne » du pays du Cèdre. Et le 25 avril suivant, le dernier des 30 000 soldats syriens quittait le Liban.

## « Le régime de Bachar el-Assad est aux abois »

**ANTOINE BASBOUS**, directeur de l'Observatoire des pays arabes

**La Syrie est clairement pointée du doigt par le rapport Mehlis. Est-ce le début de la fin pour le régime de Bachar el-Assad ?**

■ **Antoine Basbous.** La Syrie se retrouve dans une situation très délicate. Après trente-cinq ans de domination du Baas et de la famille Assad, le régime a perdu de sa légitimité et le pouvoir est resserré autour du clan Assad. L'ancien vice-président Khaddam est en exil à Paris, l'ex-chef d'état-major Chelabi vit à l'étranger, le ministre de l'Intérieur, Kanaan, vient d'être assassiné... De plus en plus isolé sur la scène arabe, contesté de l'intérieur par une opposition qui relève la tête, chassé du Liban où il a été humilié et privé de nombre de ses res-

sources financières, ce régime est aux abois. Le navire Assad prend l'eau de toutes parts.

« *Les services libanais étaient aux ordres des Syriens* »

**Le récent suicide du général Kanaan, ministre syrien de l'Intérieur, est-il lié à l'assassinat de Rafic Hariri ?**

Ce n'était pas un suicide, mais bel et bien un assassinat. Mis en cause dans le rapport Mehlis (pour avoir donné de fausses informations aux enquêteurs), le ministre syrien des Affaires étrangères a d'ailleurs fait à

la télévision un lapsus révélateur en parlant lui-même d'« assassinat » avant de se reprendre. Et l'on a demandé aux propres enfants du général de refuser toute demande d'autopsie du corps de leur père... En l'éliminant, le régime Assad pensait faire d'une pierre trois coups : 1. Rechercher un apaisement avec Washington — qui s'inquiète de la recrudescence des attentats en Irak — en laissant entendre que c'est le ministre syrien de l'Intérieur qui organisait le transfert des « jihadistes » allant se battre en Irak. 2. Ecarter toute alternance alaouite à la tête de l'Etat, où le général Kanaan entretenait un important réseau d'affidés dans l'armée et dans le milieu très corrompu des affaires. 3. Servir de paratonnerre pour le régime dans

l'affaire Hariri en lui mettant sur le dos tous les crimes de la Syrie au Liban. Le fil était ainsi coupé pour que l'assassinat d'Hariri n'atteigne pas la famille Assad.

**Mais les services libanais sont également mis en cause...**

Ils étaient aux ordres des services syriens. Les deux services auront d'ailleurs tout fait pour tenter — dans les heures même qui ont suivi l'attentat le 14 février dernier — d'effacer les traces du crime et de brouiller les pistes. En vain. La commission Mehlis a cependant réussi au bout de quatre mois à remonter la piste, mais elle n'a jamais pu enquêter librement en Syrie. Demain, je ne serais pas surpris qu'une réso-

lution du Conseil de sécurité de l'ONU demande à Damas de livrer les personnes suspectes pour qu'elles soient interrogées par une commission d'enquête à l'étranger. Et Assad va devoir céder.

**Le président libanais, Emile Lahoud, doit-il démissionner ?**

C'est la moindre des choses. Il est désormais complètement discrédité puisque ses plus proches collaborateurs comme le chef de la garde présidentielle sont impliqués dans cette affaire et sont en prison. Il doit donc démissionner sans attendre et se mettre à la disposition de la commission d'enquête internationale.

**PROPOS RECUEILLIS PAR B.F.**